



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATÉMALA

BULLETIN D'INFORMATION

avril 1996, vol. 3 No. 2, Montréal, Qc.

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour retourner dans leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.

La Coordinadora de Bloques de Retorno y Reasentamiento (CBRR) :

l'espoir d'un chemin.

par Danyka Morissette.

Le 20 février dernier est née la Coordinadora de Bloques de Retorno y Reasentamiento, la Coordination de blocs de retour et de réinsertion (CBRR). L'Assemblée constitutive a eu lieu dans le camp de Sinaloa au Chiapas.

La CBRR est l'initiative de réfugiés qui, depuis 1993, ne se sentent plus représentés par les politiques des Commissions Permanentes du nord-ouest. Depuis plus d'un an, différents groupes de réfugiés ont commencé à chercher de nouvelles manières pour pouvoir rentrer chez-eux. Ces différents groupes ont décidé de s'unir et de s'organiser en Coordination de blocs de retour et de insertion.

Lors de l'Assemblée constitutive, ils ont insisté sur la nécessité d'un retour digne, organisé et en toute sécurité selon l'esprit des Accords du 8 octobre 1992, de l'Accord de insertion de la population déracinée, de l'Accord global sur les droits humains et l'Accord sur l'identité et les droits des peuples indigènes.

La CBRR est formée de six différents blocs provenant de six camps de réfugiés du Chiapas. Au total, la CBRR représente plus de 500 familles de réfugiés. Ce nombre pourrait

augmenter car des réfugiés des camps de Campeche et Quintana Roo sont intéressés à rejoindre la CBRR.

L'Assemblée consultative de la population déracinée a invité la CBRR à devenir membre et à participer à leurs réunions étant donné qu'ils représentent un certain secteur de la population réfugiée au Mexique.

Mais la CBRR fait face à un grand problème, celui d'être reconnue comme bénéficiaire à part entière des Accords du 8 octobre 1992. Ces accords ont été signés et sont une entente entre le gouvernement guatémaltèque et les Commissions permanentes.

La CBRR veut pourtant que ces accords et les règlements sur les crédits s'appliquent aussi aux réfugiés qu'elle représente. Elle doit donc négocier avec le gouvernement guatémaltèque. La chose ne semble pas évidente.

La CEAR (Commission Guatémaltèque d'aide aux réfugiés et rapatriés) soutient que, pour des raisons légales, ce n'est qu'à travers les Commissions permanentes que la CBRR pourra entrer sous les Accords du 8 octobre 1992 et avoir accès aux crédits.

La CBRR essaie de se faire reconnaître et d'être bénéficiaire des Accords du 8 octobre 1992. Elle recherche l'appui d'institutions tel des organisations populaires et syndicales, des ONG, des églises et des ambassades. Cette reconnaissance l'aidera dans ses négociations avec le gouvernement guatémaltèque. Ces réfugiés veulent eux aussi avoir accès à un retour collectif et organisé, dans des conditions de sécurité et de dignité.

Conjoncture

Violence domestique au Guatemala

par Edgar Castillo

Depuis le siècle dernier, il y a eu quelques tentatives de transformation des lois au sein de la législation guatémaltèque. On visait à introduire des changements structurels tel le respect des droits de l'homme mais le pays a vu peu de changements au niveau de la jurisprudence concernant l'égalité entre les sexes. Le droit de vote fut accordé aux femmes en 1945. C'est dans ce sens que se situe le thème de la violence domestique au Guatemala.

Dans l'histoire, la participation de la femme a été marquée par une caractéristique très spéciale, celle de l'invisibilité sociale. Au début des années 90, les femmes guatémaltèques venaient majoritairement de milieu rural (60%) et 65% d'entre elles avaient moins de 25 ans. Près de 50% étant d'origine indigène, elles avaient des familles nombreuses comptant généralement plus de cinq enfants. Leurs vies est caractérisée par une extrême pauvreté. Elles ont une participation économique croissante mais de faibles revenus. 47% d'entre elles sont analphabètes, les autres ont une faible scolarité et rares sont celles qui se rendent à l'université; 1,1% présentent de graves problèmes durant la grossesse. La mort occasionnée par des problèmes obstétriques occupait le quatrième rang en 1985. L'espérance de vie de la femme guatémaltèque est de 62 ans.

Depuis 1960, le Guatemala a vécu immergé dans un conflit armé. Les femmes n'ont pas échappé à cette violence. Dans le but de protéger leurs familles, elles se sont engagées à promouvoir des organismes des droits de l'homme qui luttent afin de garantir les droits de base de la société, tels le Groupe d'Appui Mutuel (GAM), la Coordination Nationale des Veuves du Guatemala (CONAVIGUA), l'Association des Familles de Disparus (FAMDEGUA) qui luttent contre le recrutement militaire obligatoire.

Le Guatemala ne possède pas de chiffres pour quantifier la violence domestique. Nous croyons que celle-ci ne fait pas de différences de conditions sociales et qu'elle est une conséquence de la suprématie accordée à l'homme dans notre société (machismo). La plupart des femmes taisent la violence dont elles sont victimes, mais celle-ci se retrouve entre autres dans les foyers, les centres de travail, et les prisons. Il n'existe aucune législation spécifique au Guatemala concernant la violence domestique. On ne peut s'appuyer que sur la législation pénale ordinaire et la Convention Internationale sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination contre la Femme.

Malheureusement cette loi ne protège pas la femme guatémaltèque en considération de sa ethnie, son , âge et sa condition à l'intérieur de la société. Mais la participation de la femme à la vie de tous les jours continue malgré la répre-

ssion, la pauvreté, etc. où elle fait la conquête des espaces desquels elle était exclue, telle la ratification de l'accord 169 qui constitue un pas important pour le respect des droits des peuples mayas.

«*Mon message : dire à toutes les femmes que nous avons un grand défi dans l'histoire de ce pays, surtout parce que nous devons commencer à participer au sein des différents espaces où le besoin de la voix et de la participation de la femme se fait sentir. Souvent plusieurs d'entre nous avons peur de la politique, mais je crois que c'est le moment de construire quelque chose qui bénéficiera à nos enfants conjointement aux grandes transformations, surtout en 96 et 97 où il y aura des changements très importants. Et si nous les femmes ne sommes pas présentes et ne participons pas à ces changements, ce sera comme perdre quelque chose*». (Rosalina Tuyuc, membre de CONAVIGUA, députée au Congrès de la République et Responsable du Conseil Maya Quiché).

*...vuelan vestidas con lenguajes
que hablan por sus pies agrietados
llenos de colores morados,
amarillos, rojos de violencia
salpicadas de verdes dolorosos
cementados en cuerpos desaparecidos,
desaparecidos, encontrados en el
vértice de nuestras montañas
rosadas como su herencia
milenaria y contemporanea;
vuelan, vuelan vestidas con aromas y sonidos....*

*...et elles volent vêtues de langages
qui parlent par leurs pieds crevassés
pleins de couleurs mauve, jaune, rouge
de violence domestique, parsemées de
vert douleurs cimentées dans ces corps
disparus, se trouvant au sommet
de nos montagnes roses comme leur
héritage millénaire et contemporain;
elles volent, elles volent vêtues
d'arômes et de sons...*

Ismael Totoc.

OUÛ SONT RENDUS NOS ACCOMPAGNATEURS ?

Selon les dernières informations obtenues des coordonnatrices qui sont au Guatemala et qui datent du 4 avril; nous savons que:

- Ugo Lachapelle a rejoint Graeme à "La Lupita". Il voudrait accompagner un quatrième retour à cette communauté prévu pour la fin du mois d'avril.

- Graeme Thompson a accompagné le troisième retour à "La Lupita" la semaine passée.

- Erin est allée à Cimientos de Esperanza (San Antonio Tzeja), une hollandaise est avec elle. Il est à noter qu'elle est la première du P.A. à aller à cette communauté.

- Céline Dupont a fait son debriefing avec Margie il y a deux semaines.

- Olivier Yaccarini est en vacances avec sa mère au Mexique.

- Kylie Hutchinson et Brian Atkinson sont toujours à l'Ixcán, ils doivent sortir autour du 10-17 avril afin de renouveler leur visa. Il se peut que Brian accompagne le retour à Valle del Rio Oxec prévu pour le 15 avril.

- Sarita Ahoja est sortie de "La Lupita" avant le troisième retour. Elle prendra 2 semaines de vacances avant d'accompagner le retour à Oxec, plus tard elle se rendra à l'Ixcán.

- Karine Frisou est sortie de Ixtahuacán il n'y a pas longtemps, elle prendra une semaine de vacances au Honduras. On ne sait pas encore où ira-t-elle par la suite.

- L. François Rodrigue étudie l'espagnol à Antigua.

- Christian Champigny a fini l'accompagnement et il est parti vers le Mexique.

nouvelles du sud---nouvelles du sud--nouvelles du sud-----

mars-avril 1996

par Isabelle Gaudreau, Geneviève Lessard et Marc Drouin

La première ronde des négociations est terminée et l'on annonce que les négociations pourraient prendre fin en septembre prochain. Une entente concernant les questions économiques et sociales dont la question agraire est à venir. L'Unité Révolutionnaire Guatémaltèque Nationale a annoncé son cessez-le feu le 20 mars dernier mais poursuivra ses activités politiques afin de faire pression sur les négociations. D'ailleurs le 26 mars dernier 200 membres de l'URNG ont prit la ville de Siquinalá au sud de la capitale. Des témoins ont rapportés que lors de leur réunion, un porte-parole a exprimé que l'URNG souhaitait que les pourparlers avec le gouvernement résultent en une paix significative et durable. La peur de certains est que l'on s'attarde aux accords et à sa signature en oubliant les vrais problèmes qui règnent au Guatemala. De plus, on se demande si les accords vont réellement rejoindre les quelques 10 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté... Du côté des réfugiés on apprend cette semaine que les retours sont suspendus suite à des changements sur les crédits. Les C.P. tentent de négocier de nouvelles conditions, mais après plusieurs discussions le gouvernement semble ne pas vouloir faire de concessions.

Suspension des retours

Les représentants du gouvernement guatémaltèque et des réfugiés n'ont pu s'entendre sur les règlements qui régissent l'octroi de crédits fonciers, lors de discussions à ce sujet tenues le 28 mars dernier. Le processus de retour est donc suspendu jusqu'à nouvel ordre, faute de crédits pour l'achat de terres au Guatemala destinées aux populations retournées.

En effet, le premier mandat de trois ans de l'agence gouvernementale FONAPAZ (Fond national de paix) qui

gère les fonds internationaux voués à la relocalisation des réfugiées, s'est terminé le 3 décembre dernier. Il a été prolongé jusqu'au 15 mars et les deux parties s'étaient entendues sur la renégociation, avant le 31 mars, des crédits et, selon les règles convenues, l'établissement d'une nouvelle institution gouvernementale pouvant gérer les fonds internationaux pendant encore 12 ans. Lors des réunions entre les Commission permanentes (CP) et le gouvernement aucun accord n'a été conclu. Lors d'une dernière tentative d'entente le 28 mars, les représentants du FONAPAZ ont proposé six conditions à la prolongation de leur mandat que les CP ont refusé. Nous ne connaissons pas pour l'instant la nature de ces conditions, mais sans crédits supplémentaires le processus de retour vient de buter contre un obstacle majeur.

Les retours prévus de 300 familles pour Rio Oxec et El Tumbo à la mi-avril iront de l'avant, mais tout autre retour ultérieur sera affecté, dont ceux en négociation à l'heure actuelle. Vous êtes fortement encouragé à participer à la campagne de lettre visant à faire pression sur les autorités guatémaltèques pour que soient débloqués le plus rapidement possible les crédits nécessaires au retour des réfugiés. Informez-vous à ce sujet auprès du PA dès maintenant.

Négociations de paix

La première ronde des négociations entre l'URNG et le gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir d'Alvaro Arzu s'est déroulé au Mexique du 27 au 30 mars. Les négociations ont porté sur la question de la réforme économique, sans que soit abordé l'épineuse question

de la réforme agraire, deux points sur lesquels achopent les négociations depuis plus de neuf mois. Malgré la lenteur du processus, tout porte à croire que les positions ne sont pas irréconciliables et l'URNG et le gouvernement ont tous deux réitéré leur intention de maintenir la suspension des affrontements militaires. La date de la prochaine ronde de négociation n'a toujours pas été déterminée.

Retours:

La CBRR poursuit sa démarche

La Coordinadora de Bloques de Retorno y de Reasentamiento (CBRR), ce regroupement de réfugiés désirant organiser des retours au Guatemala en dehors des activités de la Commission permanente nord-occidentale, continue de prendre de l'ampleur. Déjà, de nouveaux blocs de retour sont venus s'y rattacher, des documents à valeur informative ont été distribués dans les camps et dans les communautés de retour (on se rappellera que la diffusion de l'information est une des priorités majeures de la CBRR), l'organisation vient d'accéder à l'ACPD (Assemblée consultative de la population déracinée) et dispose maintenant d'un petit bureau établi à Comitán, au Chiapas. Afin de bénéficier de la reconnaissance légale reliée à l'accord sur les conditions de retour des réfugiés signé le 8 octobre 1992 et de la Loi sur le Crédit, la CBRR multiplie les contacts avec les groupes populaires du Guatemala et les organisations et institutions internationales. La CBRR vient également d'effectuer sa première rencontre avec la directrice de la CEAR (Commission gouvernementale guatémaltèque d'aide aux réfugiés), Yubisa Palma. À ce sujet, le représentant de la CBRR mentionne que si la CEAR n'a pas encore reconnu à la nouvelle organisation le droit à l'obtention de crédits sans l'aval des Commissions permanentes, les lois actuelles régissant les retours seront bientôt soumises à un processus d'évaluation qui permettra de les réformer et de les rendre accessibles à un plus grand nombre de groupes organisés. Il ajoute que la CBRR pourrait participer de façon active aux discussions concernant le remaniement des lois en cours.

Armée:

Pas de réduction d'effectifs pour l'instant.

Le président guatémaltèque, Alvaro Arzu Irigoyen, a annoncé au début du présent mois qu'il n'avait pas l'intention de réduire les effectifs militaires du pays avant qu'un accord de paix définitif soit signé. Il ajoute cependant que la réorganisation des troupes militaires est en branle depuis le début de son mandat, le 14 janvier 1996. Nouveaux mandats de l'armée guatémaltèque? La lutte au trafic de drogue et la conservation de la

"biosphère nationale", des champs d'action qui, selon diverses ONG et groupes de défense des Droits humains, donneront libre cours aux activités des militaires trop zélés. Le président insiste néanmoins sur l'importance de moderniser les institutions nationales et invite le secteur privé à lui emboîter le pas.

Dianna Ortiz et Carole Devine

Dianna Ortiz est cette religieuse américaine qui en 1989, à l'âge de 28 ans, avait été séquestrée au Guatemala, torturée et violée avant d'être jetée dans une fosse commune infestée de rats. Après s'être adressée à maintes reprises aux autorités guatémaltèques et américaines sans jamais obtenir ni justice ni information, elle s'est installée en vigile le 31 mars devant la Maison Blanche à Washington. Elle demande l'obtention de documents sur «Alejandro», le chef de ses bourreaux, dont elle n'oubliera jamais la voix... ni l'accent américain. Serait-ce un agent de la CIA? demande-t-elle avec insistance. L'attention des grands médias lui a valu un entretien avec Hillary Clinton le 4 avril. La femme du président des États-Unis s'est dit émue par son récit et désireuse de faire avancer le dossier. Reste à attendre la suite des événements. Dianna Ortiz, elle, l'attendra auprès de ses amis solidaires, 20 heures par jour dans le parc Lafayette, devant la résidence présidentielle. Pour sa part, Carole Devine, veuve de l'américain Micheal Devine assassiné au Guatemala en 1990 par des militaires, a déposé une poursuite en Cour fédérale à Washington le 25 mars dernier contre le gouvernement américain. Elle exige que toute la lumière soit faite et tous documents rendus publics sur le meurtre de son mari, ordonné par le Colonel Julio Alpírez à la solde, à l'époque, de la CIA.

Témoignage de massacres jugé dangereux

Le ministre de l'Éducation Arabello Castro de Comparini affirmait à la fin mars que le livre *Masacres en la Selva*, publié en 1992 par l'université de San Carlos, constitue un danger pour les étudiants. Selon le ministre, le livre qui relate les massacres de l'armée survenus dans l'Ixcán de 1975 à 1982, pourrait provoquer des actes de violence parmi les jeunes d'âge scolaire. L'auteur, le prêtre et l'anthropologue Ricardo Falla, pour sa part affirme que le livre en question constitue un danger dans la mesure où celui-ci revendique une enquête exhaustive sur les atrocités commises par les autorités guatémaltèques au début des années 1980. Une copie du livre est disponible pour emprunt au PA.

Assassinat de Lucina Cardenas

Un militaire guatémaltèque, Ismael Felipe Rodrigues est l'un des suspects qui aurait participé à l'enlèvement et à l'assassinat de Lucina Cardenas, mexicaine travaillant pour l'ONU dont le corps a été retrouvé en décembre dernier. Son véhicule avait été retrouvé dans le département de Quetzaltenango où travaillait dans le cadre d'un programme d'aide en milieu rural.

Maire de Zacapa arrêté au U.S.A.

Arnoldo Vargas Estrada aurait été le trafiquant de drogue numéro 1 en Amérique Centrale, ancien maire de Zacapa, il a été arrêté en 1990 et extradé aux États-Unis suite à plusieurs tentative d'évasion de la prison où il logeait au Guatemala. Pendant son mandat en décembre et janvier 1989, Vargas avait facilité le transfert de plus de 4.4 tonnes de cocaïne jusqu'au États-Unis. La capture de Vargas s'est produite à la veille de sa réélection au moment où l'on découvrait sur sa propriété un entrepôt de plus de 1000 kg de cocaïne!!! il maintenant passible d'une peine d'emprisonnement de 30 ans.

Rapport-Minugua

Dans son récent rapport du 5 mars dernier la MINUGUA (Mission de Vérification des Nations Unies pour les Droits Humains au Guatemala) affirme que les dépositions qu'elle reçoit quotidiennement concernant des violations des droits humains au Guatemala ne sont jamais reconnues devant les tribunaux particulièrement lorsque la police et l'armée y sont impliquées; "de sérieuses et répétitives violations des droits humains continuent à

avoir lieu sans jamais avoir été clarifiées ou punies". Dans son rapport, la commission de vérification déclare que la majorité des violations sont intentées soit par des agents du gouvernement ou des agents reliés à l'État.

Retrait possible de la MINUGUA

La MINUGUA chargée de la vérification des droits humains depuis un commun accord en mars 1994, devra se retirer du Guatemala si les États-Unis ne se joignent pas aux autres pays autorisés pour former un fond d'urgence international. Le vice-président Luis Flores Asturias précise que les États-Unis est le plus important contribuable des six nations participantes dans l'apport des fonds de la mission. Il reste à voir si des mesures seront prises quant à la réduction des dépenses où si l'on devra suspendre la mission. Cette mission coûte plus de 20 millions par année et emploie plus de 416 personnes, ceci incluant 50 conseillers policiers provenant de plus de 39 pays.

Signature des accords

Le représentant du gouvernement pour la négociation des accords de paix, Gustavo Porras a déclaré que les accords pourraient être signés le 15 septembre prochain, ce qui coïnciderait avec la célébration de la journée de l'indépendance nationale. De son côté, Pablo Monsanto l'un des cinq commandants de l'URNG semble penser à son tour que les négociations pourraient prendre fin en septembre.

(Sources : Agence France Presse/ Globe Newspaper company/ Louis Post-Dispatch, Inc./ Inter Press Services/ The Irish Times/ Témoignage de Dianna Ortiz inscrit dans le web: reg.guatemala/ British Broadcasting Corporation).



!!! Action Urgente !!!

4 avril 1996- Xela

Suite à un conflit sur les règlements concernant les crédits de terres, une représentante du Conseil International d'agence bénévoles (ICVA) une association internationale d'ONG, nous a transmis cette semaine que le retour des réfugiés guatémaltèques est suspendu jusqu'à nouvel ordre. Effectivement, le mandat de 3 ans de FONAPAZ (Agence Gouvernementale guatémaltèque pour les négociations des retours des réfugiés) s'est terminé au mois de décembre dernier. Son mandat avait été prolongé jusqu'au 15 mars. À la date d'échéance les Commissions Permanentes et le gouvernement s'entendaient pour négocier de nouveaux règlements avant le 31 mars. À la demande des C.P. le GRICAR qui est composé de quatre pays dont le Canada, assiste aux rencontres et le gouvernement fait savoir qu'il n'apprécie pas sa présence. Lors de ces rencontres les C.P. et le gouvernement présentèrent chacun leur proposition mais aucun accord fut conclu. Suite à une dernière tentative d'entente le 28 mars dernier, FONAPAZ impose six conditions à la prolongation de son mandat que les C.P. refusent. Nous ne connaissons pas la nature de ces conditions, ni même leur contenu mais voici l'analyse de ICVA:

- FONAPAZ entrave le processus de retour en accordant aucun crédits supplémentaires
- Le gouvernement ne se conforme pas aux règlements sur les crédits parce que, d'après l'article 17, il devait nommer une autre institution responsable des crédits puisque les trois sont échus.
- En raison de son attitude, le gouvernement semble questionner la viabilité du processus de retour, les accords du 8 octobre 92' et la représentativité des C.P.
- Le gouvernement (spécialement FONAPAZ) semble vouloir manipuler *GRICAR.

Il est donc clair que malgré ce qu'affirmait le président Arzu lors de sa visite dans les camps de réfugiés au Mexique, c'est-à-dire qu'il veillerait au bon fonctionnement des retours, il semble que le gouvernement ne veut plus prendre ses responsabilités face aux réfugiés en espérant qu'ils restent au Mexique. C'est une situation très critique pour eux, d'autant plus que la rumeur veut que la proposition d'intégration du gouvernement mexicain soit retirée. Les réfugiés demandent aux ONGs de faire pression sur le gouvernement guatémaltèque afin qu'il modifie sa proposition.

Cette situation concerne de près le Projet Accompagnement et il est de notre rôle d'agir auprès du gouvernement canadien et de l'ambassade canadienne au Guatemala. Nous nous adressons aux représentants du Canada au sein de GRICAR afin qu'ils accomplissent leur mandat.

**GRICAR (Groupe International de Consultation et de support pour les réfugiés)*

au menu :

...la poésie, la musique, la bonne énergie, on t'attend le 12 mai prochain pour une soirée bénéfique au bar "Le Cheval Blanc". Il y aura plusieurs artistes invités. Plus de détails lors du prochain numéro du bulletin.

¡ Te esperamos !



Terre de maïs...

L'ÉMISSION DU PROJET ACCOMPAGNEMENT À
TOUS LES JEUDIS
A 9H00.

...nouvelles,
dossiers spéciaux,
musique,
et beaucoup plus...

SYNTHONISEZ LA FRÉQUENCE 102,3 FM... ET TENEZ VOUS AU COURANT!

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le *Projet Accompagnement*. Vous êtes intéressés, contactez *Joyce Portilla* au 276-9617.

Ont participé à la réalisation de ce numéro :
Caleli
Joyce Portilla
Danyka Morissette
Isabel Gaudreau
Geneviève Lessard
Marc Drouin

CALENDRIER

Dates des assemblées mensuelles des membres du *Projet Accompagnement*. Elles auront lieu les samedi suivants à 13h00 au local du P.A.

le 3 avril

le 11 mai

le 08 juin

Projet Accompagnement

420, rue St-Paul est
Montréal, QC H2Y 1H4

TEL 840-1008

FAX 844-0113

Courrier électronique: paqando@web.apc.org